



# DE LA PAROLE AUX ACTES

Une jeune femme, mégaphone en main, lors d'une manifestation pour le climat organisée par la Cornwall Climate Youth Alliance en Cornouailles, Royaume-Uni, en juin 2021.

## Conseils sans détour des militants pour le climat aux hauts responsables de la COP

**L**a jeunesse lance un appel à l'action face à la crise climatique, et le monde en prend note. Grâce à Internet, les jeunes manifestants s'organisent sur tous les continents comme aucune génération ne l'a fait avant eux. Au moment où les dirigeants se préparent au sommet de Glasgow, *F&D* a demandé à un petit nombre de brillants jeunes militants pour le climat de transmettre leur message le plus cher aux décideurs à l'occasion du sommet de la COP26. Voici leurs recommandations.

### Vanessa Nakate, Ouganda

**S'IL Y A UNE CHOSE** que la pandémie nous a apprise, c'est que la nature est aux commandes. Pourtant, nous continuons à détruire nos fragiles écosystèmes et notre climat à un rythme épouvantable. La COVID-19 devrait servir d'avertissement au monde.

La crise climatique s'accélère. Les preuves sont omniprésentes, des inondations torrentielles cet été au Nigéria, en Ouganda, en Chine et en Europe occidentale aux incendies de forêt et impitoyables canicules qui accablent l'Amérique du Nord et la Turquie.

Mais, surtout, cette crise climatique frappe le plus durement les pays qui ont le moins contribué aux émissions dans le monde. Les 28 millions d'habitants de Madagascar produisent moins de carbone qu'une ville occidentale de la taille de Cincinnati, et pourtant ils sont confrontés à une sécheresse et une famine sans précédent, dues en grande partie aux émissions des plus grands pollueurs de la planète.



**Il est impardonnable de financer de nouveaux combustibles fossiles ; nous avons besoin d'investir des sommes considérables dans des solutions mondiales**

PHOTOS: TOM NICHOLSON/REUTERS/NEW.COM ; PHOTO MISE GRACEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR VANESSA NAKATE - ANTOVA

Ici, en Afrique, la demande d'électricité va vraisemblablement doubler d'ici à 2030. Nous devons y répondre avec une énergie propre. Simultanément, nous devons aussi assumer les coûts de l'adaptation à l'impact des changements climatiques avec des ressources limitées.

Parler de légères rectifications et de solutions progressives est toujours une possibilité, mais, comme nous l'avons déjà bien expliqué à maintes reprises, nous devons sans plus tarder arrêter d'extraire et de brûler des combustibles fossiles pour respecter les seuils climatiques garants d'un monde stable. Même l'Agence internationale de l'énergie le déclare aujourd'hui. La plupart des combustibles fossiles actuellement stockés dans les réserves devront rester inbrûlés si nous voulons avoir une chance de maintenir la hausse des températures à moins de 2 °C. Au cas où vous l'auriez oublié, un réchauffement de 2 °C serait une condamnation à mort pour des pays comme le mien.

Des solutions d'une ampleur considérable s'imposent à tous les niveaux de la société pour garantir cette transformation. Les subventions, le financement du développement et le financement privé doivent immédiatement arrêter de financer des infrastructures liées aux combustibles fossiles. Il s'agit d'un minimum qu'il serait impardonnable de ne pas faire. En revanche, d'énormes investissements publics et privés doivent permettre de

## Les dirigeants doivent apporter une solution durable et intégrale au financement en faveur du climat



PHOTO MISE GRACEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR VLADISLAV KAIM

faire progresser les énergies renouvelables dans le monde entier. En outre, il importe d'utiliser et de financer toutes sortes de solutions, et elles ne sont pas toujours fondées sur la technologie. Par exemple, selon le projet *Drawdown*, l'éducation des filles et la planification familiale se classent en cinquième position des solutions climatiques les plus efficaces pour maintenir le réchauffement des températures à moins de 1,5 °C.

N'avançons pas les yeux fermés vers une autre crise mondiale. Nous pouvons nous agripper à notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles, ou alors nous pouvons saisir cette opportunité pour sauver la planète d'un avenir inhabitable. Nous ne pouvons pas manger du charbon, boire du pétrole, ou respirer du gaz soi-disant « naturel ».

**VANESSA NAKATE**, militante pour le climat en Ouganda.

## Vladislav Kaim, Moldova

**EN TANT QUE JEUNE CITOYEN** moldave, je viens du pays européen le plus vulnérable sans doute aux changements climatiques, et je souhaite que la COP26 apporte une solution complète et durable au financement de la transition écologique dans les pays les moins bien dotés à cet égard.

Depuis 2009, l'objectif de 100 milliards de dollars par an pour financer la lutte contre les changements climatiques est un dur rappel de promesses non tenues, de manque d'anticipation et de mobilisation et d'absence de volonté politique, qui font directement peser un lourd tribut sur les pays les moins privilégiés sous forme de perte de capital naturel, humain, financier et autre. En tant que jeune économiste, j'exhorte tous les dirigeants à tenir compte du fait que cette bataille, dont l'enjeu est l'avenir de l'économie verte et des moyens de subsistance, passe par le respect d'autres étapes primordiales dans l'immédiat qui permettront de bâtir un résultat positif pour le financement climatique. C'est là que je porte une attention particulière aux assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, ainsi qu'à la réunion des ministres des Finances du G20 à Rome juste avant le début du sommet des chefs d'État de la COP26.

Afin de parvenir à une solution de financement climatique efficace à la COP26, il convient de redoubler d'efforts non seulement pour surmonter les obstacles accumulés durant des années de futilles négociations, mais aussi pour relever les défis budgétaires immédiats provoqués par la COVID-19. Nombre de pays vulnérables risquent de ne pas pouvoir honorer leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), actuelles ou renforcées. Pour que l'objectif de financement climatique fixé à Paris se traduise dans les actes, il faut commencer par garantir que ces pays soient les premiers à bénéficier de toute nouvelle émission de droits de tirage spéciaux (DTS) et qu'ils consacrent une part significative de ces recettes à l'action climatique.

Une deuxième étape consiste à assurer une restructuration complète et universelle de la dette des pays les plus touchés pour les aider à privilégier des solutions écologiques à leurs problèmes, en recourant à des dispositifs tels que des échanges de dette contre nature ou de dette contre climat et d'autres encore. L'initiative de suspension du service de la dette du G20, bien qu'elle ait été élargie, n'est qu'un petit sparadrap sur un problème monumental. Enfin, le plus important est de disposer de feuilles de route à toute épreuve de la part des banques de développement multilatérales pour financer une économie totalement verte et axée à 50 % sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques d'ici à 2024.

Si les parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques relèvent le défi, alors le programme de financement climatique défini à la COP26 aura une chance de réussir ; sinon, c'est encore une autre lourde charge laissée impayée par les générations précédentes trop passives et trop négligentes, qu'il incombera à ma génération d'acquitter.

---

**VLADISLAV KAIM** est un économiste qui se consacre à garantir des emplois verts et décents pour les jeunes et est membre du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques du Secrétaire général des Nations Unies.

## Ernest Gibson, Fidji

**J'AI REJOINT LE MOUVEMENT POUR LE CLIMAT** par nécessité. Originaire d'un grand État insulaire du Pacifique, je connais trop bien les conséquences des phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes, de la montée et du réchauffement des mers et de l'allongement des saisons pour les nations insulaires comme la mienne.

Nous devons arrêter de traiter la crise climatique comme un problème environnemental : il s'agit d'un problème éthique, d'un problème de droits humains, d'un problème économique. Il s'agit de paix et de sécurité. Que cela nous plaise ou non, tous ces éléments sont liés. Et les solutions résident dans notre capacité à prendre en main ce système capitaliste et cupide et à transformer fondamentalement le monde dans lequel nous vivons.

Si nous ne nous opposons pas farouchement au système actuel, nous lui accordons de la valeur. En lui permettant de se maintenir, nous lui apportons notre soutien tacite.

Comme c'est souvent le cas, il y a de nombreux moyens de remettre en cause le système actuel. Mais je voudrais aborder deux points essentiels : l'atout de la participation des populations locales à la lutte contre la crise climatique et l'importance des mouvements sociaux pour dire la vérité au pouvoir.

Dans le processus de développement, nous courons souvent et dangereusement le risque de considérer les populations comme des problèmes à résoudre, et non comme des vecteurs de changement qui contribuent à la solution. Si nous voulons

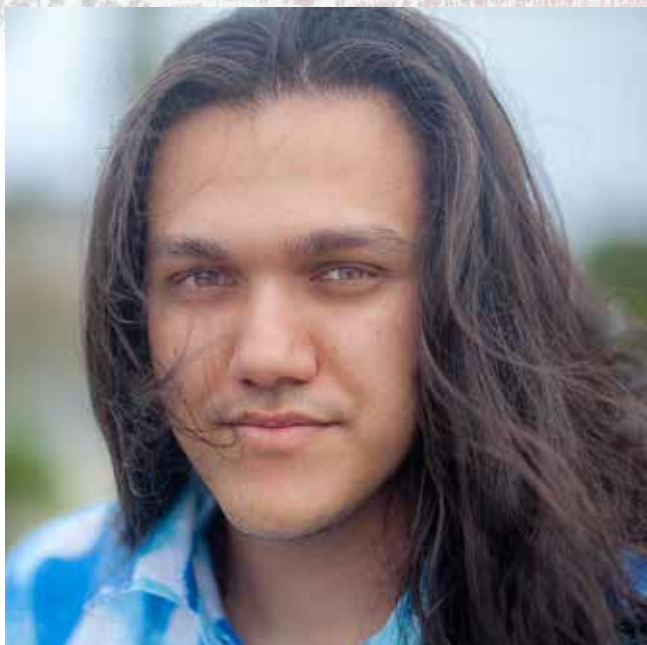


PHOTO MISE GRACEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR ERNEST GIBSON

## Les populations locales savent entretenir une relation salubre avec l'environnement, et nous devons nous en inspirer

voir nos vraies ambitions climatiques se concrétiser, il nous faut changer cela. Les populations locales ont toujours démontré qu'elles savent favoriser et entretenir une relation salubre avec l'environnement, et c'est dans cette riche expérience que nous devons puiser. Nous devons nous en inspirer.

Cela veut aussi dire que nous devons modifier notre façon de mesurer le succès de nos actions pour garantir que nous sommes responsables envers nos populations locales et envers ceux qui sont en première ligne de la crise climatique, ainsi qu'envers ceux dont l'avenir est affecté par les choix que nous faisons aujourd'hui. Nous devons nous assurer que nos procédures soient dictées par les besoins des populations locales.

Nous savons que les jeunes se heurtent à une multitude exceptionnelle d'obstacles et de défis lorsqu'ils veulent participer à l'élaboration de mesures et inciter au changement. En conséquence, pour nous assurer que nous encourageons la participation la plus complète possible, nous devons mettre en place des mécanismes qui protègent les jeunes et leur permettent de mettre au défi les « pouvoirs en place » sans crainte de représailles. **FD**

---

**ERNEST GIBSON** est militant pour le climat aux îles Fidji et membre du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques du Secrétaire général des Nations Unies.